

Défendre l'activité de l'abattoir de Guerlesquin, c'est défendre l'Emploi, l'Agriculture et la vie de nos territoires : nous sommes tous concernés !

L'annonce récente du dépôt de bilan de l'entreprise Tilly-Sabco et la convocation d'un comité d'Entreprise le 21 Septembre prochain sont vécus douloureusement par les salariés, les producteurs de volaille et l'ensemble de la population d'une zone couvrant une partie des départements du Finistère et des Côtes d'Armor. La menace de cessation totale ou partielle de l'activité, dont on parle beaucoup depuis plusieurs mois, est, certes, la conséquence des décisions prises au niveau mondial et européen, aggravées par les conséquences de la grippe aviaire, mais il n'est pas juste de dire que l'on n'y peut rien. Depuis des mois, les communistes des deux départements avec d'autres forces progressistes et une diversité d'élus, soumettent au débat des propositions en vue de solutions; l'objet du présent document est d'alimenter la discussion et la mobilisation dans l'action afin que le rassemblement le plus large de la population puisse se réaliser pour déboucher sur des décisions allant dans le sens de la préservation de l'emploi sur le site de GUERLESQUIN.

Les faits sont là, abrupts: NOUS LES VIVONS AU QUOTIDIEN !

- L'agro-alimentaire, particulièrement en Bretagne, subit des suppressions massives d'emplois et toutes les filières sont touchées.
- L'activité agricoleériclute dans nos campagnes ; La Bretagne a connu une disparition massive des petites et moyennes exploitations (elles sont presque deux fois moins nombreuses aujourd'hui qu'en 1988 : 51 200 contre 92 500)
- Les exploitations à taille humaine laissent la place à des unités de production de plus en plus industrielles.²
- La baisse des prix à la production n'est pas répercutée sur le prix à la consommation et conduit nos producteurs à la ruine.
- Les industries de transformation, réputées pour la pénibilité de leurs conditions de travail, engagent des plans de suppressions d'emplois.
- L'abandon de productions « chez nous », au profit de délocalisation de celles-ci dans des pays aux conditions sociales plus précaires, a pour corollaire la mise en concurrence entre eux des travailleurs du Monde.
- Tandis que nos productions sont mises à mal, nous assistons à une véritable invasion de produits dont les qualités alimentaires sont des plus contestables.
- De nouveaux risques de pandémies apparaissent et celles-ci peuvent avoir des conséquences incalculables sur la vie de toutes les populations.

Nos sommes tous concernés: défendre notre agriculture et l'agro-alimentaire est aussi un enjeu stratégique et vital pour la Bretagne.

- L'agriculture et l'agroalimentaire occupent une place deux fois plus élevée dans la vie régionale en Bretagne que dans la moyenne des régions françaises.
- Elles emploient 16 % de la population active et réalisent 10 % des richesses produites.

La Bretagne se situe au premier rang des régions agricoles pour un grand nombre de productions animales.

Mais que se passe-t-il exactement ?

- Les échanges se mondialisent et l'Europe ne fait plus de la préférence communautaire un objectif pour développer son agriculture ; c'est ce qu'on a appelé la réforme négative de la PAC (Politique Agricole Commune).
- L'Europe se désengage donc progressivement du soutien à son agriculture en préférant laisser le soin au marché mondial de réguler les échanges ; on essaie de justifier cette réorientation libérale en tentant de nous faire croire que cela est bon pour l'environnement, plus équitable et juste pour les pays pauvres qui rencontrent des difficultés à écouler leurs produits, or il n'y a rien de plus faux!

Une crise structurelle découlant des orientations de la Politique Agricole Commune, des injonctions de l'Organisation Mondiale du Commerce, aggravée par l'annonce de la grippe aviaire et les stratégies auxquelles se livrent les groupes...

Les orientations en cours en matière agricole (Réformes de la PAC et décisions de l'OMC) prévoient l'abandon des restitutions à l'horizon 2013; sans attendre cette échéance, nous assistons aujourd'hui à une accentuation de la « pression mondialiste » pour restreindre ces interventions.

En réalité, l'objectif poursuivi par ces bouleversements est d'accélérer un processus visant à laisser les régulations se faire par le marché, où la « concurrence doit être libre et non faussée »...

Certes, les interventions européennes ont favorisé un type de développement ayant conduit à une intensification des productions et à une concentration de celles-ci. Mais avec l'abandon des « compensations », qui avaient été octroyées pour accompagner l'intégration de l'agriculture dans les échanges internationaux, nous assistons maintenant à une course effrénée à la mise en concurrence entre eux des travailleurs du monde; nous avons vu ainsi le premier producteur français de poulets réduire sa production en Bretagne pour délocaliser celle-ci au Brésil; ces productions brésiliennes, parfois légèrement saumurées, envahissent le marché mondial et européen, ce qui a pour effet de déstabiliser totalement la filière.

C'est donc la perspective de l'abandon des restitutions, qui représentent 25% du chiffre d'affaire réalisé dans cette filière, que nous assistons à une accélération des restructurations dans le secteur de l'agriculture; on remarquera au passage que ces orientations n'ont pas pour objectif le développement solidaire des pays en voie de développement, pas plus que de donner de la terre aux paysans sans terre du Brésil!

Mais dans ce contexte d'exacerbation de la concurrence mondialisée et de financiarisation des économies, le « secteur coopératif » est lui même menacé et celui-ci est amené à effectuer des choix stratégiques; soit il choisit une stratégie de développement adossé au maintien des productions locales (ce qui est sa raison d'être), soit il s'inscrit dans une démarche d'alliances « capitalistiques » dont la caractéristique est de banaliser la production locale et régionale et tend à s'inscrire dans une démarche déjà déployée par les tenants de l'agrobusiness?

Ces questions doivent aujourd'hui être posées dans le débat public dans la perspective de préserver et de conforter l'emploi à l'abattoir de GUERLESQUIN.

Les conséquences en France:

Concernant la France, l'année 2005 a été caractérisée par un recul de 4% des exportations alors que les importations augmentaient globalement de 15% !

L'effet « grippe aviaire » a aggravé les choses et certains grands groupes se sont emparés de la situation pour réorganiser la filière et réduire l'activité.

L'impact de la médiatisation de l'épizootie d'influenza aviaire en France a provoqué des baisses d'achats et même les ménages restés fidèles à la consommation de volaille ont réduit leurs achats; la grippe aviaire a donc fragilisé l'équilibre déjà précaire de la filière volailles.

En outre, pour les quatre premiers mois de l'année 2006, les exportations de volaille sont en repli de 35% en volume et de 25% en valeur. Le repli en volume est plus important vers les pays tiers que vers les pays de l'Union Européenne. Les exportations vers l'Allemagne sont en baisse de 38% !

La particularité de l'aviculture bretonne:

Avec 350 000 tonnes de produits finis expédiés dans les pays de l'Union Européenne et sur pays tiers, c'est plus de 60% de la production bretonne qui trouve des débouchés hors des frontières hexagonales. Ces débouchés sont vitaux pour l'économie avicole bretonne. Or, l'année 2005 est venue confirmer les difficultés structurelles de la filière volailles en matière de débouchés à l'exportation; les volumes exportés ont chuté de près de 10% en volume (-37 000 tonnes), ce qui explique la crise des abattages de volailles.

Dans le même temps, la perte de chiffre d'affaires s'est élevée à 30 millions d'euros, la baisse étant particulièrement sensible dans les pays européens qui constituent la première zone de valorisation avec 2/3 du chiffre d'affaires export.

Plusieurs constats s'imposent et plusieurs questions se posent:

- En se référant à la baisse des exportations vers l'Allemagne et à la baisse constatée en matière de valorisation au niveau européen, la démonstration est apportée de l'impérieuse nécessité de définir une nouvelle et authentique préférence communautaire; en clair, il faut exiger et obtenir de l'Europe des engagements, une ambition nouvelle pour notre agriculture et le maintien des restitutions.
- Dans ce contexte, quel positionnement pour le secteur coopératif ? Au nom de la concurrence, va-t-il privilégier des

alliances de type capitalistiques ou rechercher des solutions pour conforter les productions locales et régionales? Des réponses apportées à ces questions dépend l'avenir même du secteur coopératif, particulièrement développé en Bretagne.

La viande de volaille représente un potentiel considérable:

Avec 78 millions de tonnes produites, la viande de volaille représente plus de 30% de la production mondiale de viande et continue à gagner des parts de marché; Occupant la 2ème place derrière le porc, elle devance largement la viande bovine.

Les Etats-Unis(18 millions de tonnes), la Chine (13,6 millions de tonnes), l'Union Européenne(11 millions de tonnes) et Le Brésil (8,9 millions de tonnes) concentrent plus de 70% de la production mondiale de volaille et sont aussi les principaux exportateurs.

La viande de poulet est la principale viande échangée (plus de 85% des volumes).

Les découpes représentent les ¾ des échanges mondiaux de viande de volaille.

Les poulets entiers congelés représentent un peu moins de 10% des volumes échangés mondialement : les marchés du Proche et Moyen Orient sont destinataires des ¾ de ce volume, approvisionnés essentiellement par le Brésil et la France.

La France, 5ème producteur mondial et 1er européen, joue un rôle prépondérant sur la scène internationale : les exportations de volaille concernent 35% des volumes produits et génèrent un chiffre d'affaires de 1,1 milliard d'euros en 2004.

Première région agricole de France et première région avicole, la Bretagne présente aussi la particularité de disposer d'un secteur coopératif fort et la situation à laquelle est confrontée aujourd'hui la filière lui confère une responsabilité stratégique particulière : celle de faire le choix résolu de privilégier une orientation de soutien à la production.

Les communistes, les élu(e)s communistes, républicains et apparentés, en vue d'agir avec d'autres forces et avec la diversité citoyenne, mettent en débat des propositions.

C'est le sens du courrier adressé par Gérard Lahellec à Madame La Préfète de Région et dont nous reproduisons ci-joint l'intégralité.

Une démarche similaire a été engagée auprès des instances des deux départements et le groupe des élu(e)s communistes au Conseil Général des Côtes d'Armor a rendu publique son intervention auprès de M. le Président du Conseil Général et de M. le Préfet.

Les propositions « immédiates » que nous mettons en débat, vont à la rencontre des options portées par les communistes et récemment encore par Marie-George BUFFET, pour s'opposer au libéralisme et faire émerger des choix tournés vers le développement solidaire, vers le développement de l'emploi, le progrès social et humain.

Ce sont là aussi les conditions pour faire émerger un projet politique résolument à gauche, pour la faire gagner et réussir!

<p>1. Il est urgent d'oeuvrer pour le maintien du bénéfice des restitutions;</p> <p>Tout en travaillant à la nécessaire évolution des productions, il est essentiel, pour une unité comme Guerlesquin de préserver le soutien aux exportations.</p> <p>2. Il est important, qu'en relation avec le secteur coopératif soient ouvertes des pistes nouvelles pour le maintien de l'abattage et développer la transformation de produits.</p> <p>3. Le groupe UNICOPA doit faire connaître ses intentions en matière de stratégie de développement et en matière de mise en oeuvre de celle-ci.</p> <p>4. Il convient d'obtenir des pouvoirs publics un engagement précis en matière de déstockage, argument utilisé par les artisans du dépôt de bilan pour justifier leur désengagement; en relation avec le mouvement humanitaire et caritatif, des dispositions immédiates peuvent être prises.</p> <p>5. Il convient d'établir un point précis des aides publiques qui ont été consenties, de l'affectation de celles-ci et examiner les conditions de leur prise en compte en vue d'un éventuel plan de reprise.</p> <p>6. Des mesures immédiates doivent être engagées pour oeuvrer au retour de la confiance des consommateurs car, en réalité, c'est toute la filière qui est touchée; des aides spécifiques peuvent également être consenties aux éleveurs pour faire face aux conséquences des vides sanitaires dont la durée s'est allongée.</p> <p>7. Face à la situation actuelle, dans l'intérêt des salariés et pour assurer l'avenir, il convient de mettre en place des formations professionnelles qualifiantes.</p> <p>8. Plus globalement, il convient aussi de desserrer les contraintes découlant de la mondialisation libérale qui cassent les systèmes sociaux; il devient urgent d'ouvrir des espaces de développement et de coopération entre des grandes régions du Monde et d'oeuvrer pour une préférence communautaire qui travaillerait dans ce sens.</p>	<p style="text-align: center;">Madame la Préfète,</p> <p>J'ai l'honneur d'appeler votre attention sur le dossier de l'abattoir de GUERLESQUIN qui préoccupe beaucoup les salariés, les éleveurs et les élus, d'un vaste secteur géographique et économique couvrant, pour partie le département du Finistère et, pour autre partie le département des Côtes d'Armor. Sans perdre son caractère « départemental » du fait de l'implantation de l'unité d'abattage et de conditionnement dans le Finistère, le dossier revêt incontestablement un caractère inter-départemental, régional.</p> <p>Je souhaite donc qu'il puisse y avoir une approche de ce dossier au niveau de la Préfecture de Région en relation étroite avec les préfetures du Finistère et des Côtes d'Armor et, au niveau du Conseil Régional en relation étroite également avec les Conseils Généraux des deux départements. La commune de GUERLESQUIN, au premier chef, et les intercommunalités des secteurs de MORLAIX et de LANNION sont également concernées.</p> <p>J'informe Monsieur le Président du Conseil Régional de mon initiative en votre direction et je lui demande que le Conseil Régional de son côté, s'implique sur ce dossier.</p> <p>Pour être moi-même originaire du sud Trégor et pour avoir des relations suivies avec la population, les salariés et les élus du secteur, je mesure combien il y a nécessité de faire le point sur la situation de l'entreprise, sur les aides publiques déjà mises en place, sur les aides aux salariés dont les salaires sont sérieusement amputés, sur les aides possibles au déstockage des poulets en direction des marchés extérieurs et en direction de la consommation intérieure (collectivités, secteur caritatif).</p> <p>Il y a nécessité aussi d'examiner avec la direction de l'entreprise, les perspectives d'une relance d'activité, à la fois au niveau de ce qui était déjà fait et en vue d'une diversification de la production. A cet égard, il y aurait également lieu de se préoccuper des formations.</p> <p>Le groupe coopératif et les représentants du personnel devront, de toute évidence, être associés à cette réflexion, à ce travail de recherche de solutions immédiates et d'avenir, sur un dossier qui est au coeur de l'activité économique et de toute la vie sociale d'un vaste secteur de notre région....G Lahellec le 4Août 2006 .</p> <p style="text-align: right;">Gérard Lahellec</p>
---	--

